

## SELON L'ÉTUDE D'UN CABINET SPÉCIALISÉ

Les cyberattaques seront plus difficiles  
à contrer en 2017

**Le cabinet Deloitte a dévoilé hier son étude sur les tendances 2017 du secteur des technologies, médias et télécommunications (TMT) en Afrique.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Un panel composé de Vincenzo Nesci, président exécutif de Djezzy, de Hocine Ettayeb, directeur des opérations de Jumia, et de M. Karim Koundi, Partner & Expert TMT Deloitte Afrique Francophone, a animé les débats organisés hier à l'hôtel Sofitel.

Cette étude a fait ressortir 8 axes autour des évolutions d'usage, de consommation et de marché en Afrique et notamment en Algérie dans le secteur des technologies, médias et télécommunications (TMT) en 2017. Il s'agit des éventuels effets des TMT sur la sécurité biométrique, sur la lutte contre les attaques DDos, la cybercriminalité étant devenue une réelle «préoccupation économique». A cela s'ajoute l'apport des TMT dans le développement de la sécurité routière et la promotion des véhicules autonomes, dotés de système automatique de freinage. Sur un autre plan, les TMT contribueront à l'émergence et l'optimisation des réseaux de télécommunications, et ce, par le

passage aux réseaux 4G améliorés.

En parallèle, ces nouvelles technologies apportent également un lot de solutions aux problèmes récurrents que rencontre le domaine de la santé et de la sécurité (machine learning), des dépenses de consommation en informatique (IT as a service), et de la navigation intérieure (Location Based Services).

L'étude indique que «la sécurité biométrique a franchi le cap de 1 milliard dans le monde et 50 millions en Afrique en début 2017. Le nombre d'appareils dotés d'un lecteur d'empreintes digitales atteindra pour la première fois le milliard dans le monde et 50 millions en Afrique. Chaque capteur actif sera utilisé en moyenne 30 fois par jour, ce qui représentera plus de 10 000 milliards d'activations à l'échelle mondiale pendant l'année.

D'ici à 2020, un utilisateur aura en moyenne 200 comptes sur des applications et sites : l'enjeu sera d'assurer «une authentification rapide et sûre».



Il y aura 10 millions d'attaques dans le monde en 2017.

Et d'ajouter que l'émergence en Afrique des smartphones low-cost incluant la sécurité biométrique est un important catalyseur pour la généralisation de la technologie biométrique dans les années à venir. Plusieurs secteurs seront concernés, notamment la modernisation de l'identification nationale et l'état civil comme au Gabon et au Cameroun à l'heure actuelle. L'étude prévient que «les cyberat-

taques seront plus nombreuses, plus fortes et plus difficiles à contrer en 2017. On enregistrera une attaque par mois en moyenne avec un débit qui dépassera le téraoctet par seconde», relève l'étude de Deloitte.

«Nous estimons qu'il y aura plus de 10 millions d'attaques de ce type dans le monde en 2017. En Afrique, la cybersécurité est une préoccupation économique croissante notamment avec le

développement rapide des réseaux 3G/4G et un modèle d'usage numérique basé essentiellement sur le mobile», précise la même source.

En outre, l'étude consacre une bonne part à la sécurité routière. Elle note «la percée des véhicules à freinage automatique d'urgence sera progressive en Afrique 2017, et marquera l'essor des systèmes de freinage automatique d'urgence».

Selon l'étude, le système sera si répandu, abordable, prisé par les consommateurs et efficace en matière de sécurité routière qu'il pourrait ralentir l'adoption des voitures entièrement autonomes. La sécurité routière constitue un enjeu clé pour le continent africain.

Les accidents de la route ont été responsables de plus de 300 000 décès en 2016. D'ici 2030, les analystes projettent le nombre de victimes à 600 000», relève encore la même source.

Sur un autre plan, l'étude note que des avancées importantes et tangibles vers le déploiement de la cinquième génération des réseaux sans fil, la 5G, seront accomplies en 2017.

Y. D.

SON P-DG L'A  
ANNONCÉ À ORANSonelgaz gèle ses projets  
en raison de la situation  
financière

Hier à Oran, le président-directeur général de Sonelgaz s'est rendu sur plusieurs chantiers de son secteur, l'occasion de déclarer que pour les projets inscrits et non encore lancés, il a été décidé de les geler en raison de la situation financière, ceci précise-t-il en attendant de voir la suite qui leur sera donnée, selon l'évolution du contexte économique.

Abordant à nouveau la question des créances, M. Mustapha Guitouni dira qu'elles sont de l'ordre de 62 milliards de dinars, dont 40% concernent les citoyens et les 60 autres concernent les entreprises et les administrations.

Signalant par la même occasion que grâce à l'éradication des bidonvilles, les branchements illicites sont réduits actuellement à seulement 16%.

A la question récurrente de l'éventuelle augmentation du prix du gaz et de l'électricité, l'intervenant dira, une fois de plus que pour l'heure il n'en est rien, mais n'écarte pas la possibilité d'une augmentation à l'avenir.

Durant cette visite d'inspection, l'on saura qu'afin d'éviter les séries de coupures que le citoyen subit chaque été, il a été décidé d'ajouter un supplément de 1 500 mégawatts dans le réseau électrique à partir du mois de juin prochain.

En visite au niveau du chantier de la centrale électrique de Boutlélis d'une capacité de 450 mégawatts, dont le projet a coûté 350 millions de dollars, il sera exploité au mois de septembre 2018.

A. B.

LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE RECRUTEMENT  
SERA DÉFINITIVEMENT FERMÉE AUJOURD'HUILes candidats exigent son exploitation  
jusqu'à la fin de l'année

**Les candidats qui sont sur la liste de la plateforme numérique de recrutement des enseignants exigent l'épuisement de toute la liste d'attente avant l'ouverture d'un nouveau concours. Les candidats, qui se sont regroupés au sein d'une organisation nationale, menacent de déclencher des mouvements de protestation pour se faire entendre.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - C'est aujourd'hui que la plateforme numérique de recrutement des enseignants du ministère de l'Education nationale sera définitivement fermée.

Le ministère de l'Education nationale, qui compte recruter près de 41 000 enseignants d'ici la rentrée prochaine, a décidé de puiser d'abord du personnel dans la liste d'attente composée de candidats ayant eu une moyenne au précédent concours du mois d'avril 2016.

Ainsi, la plateforme numérique de recrutement a été ouverte du 7 au 17 avril derniers pour son exploitation au niveau des wilayas et du 18 au 27 avril pour le recrutement au niveau national. Les candidats n'ayant pas été appelés pour occuper des postes sont dans l'obligation de postuler pour un nouveau concours.

La liste d'attente des candidats ayant réussi le concours du mois d'avril de 2016 sera

définitivement fermée aujourd'hui et un nouveau concours externe est prévu pour le 29 juin prochain pour le recrutement de près de 10 000 enseignants. Une décision qui a soulevé la colère des candidats qui n'ont pas été choisis. Ces derniers ont décidé de se regrouper au sein d'une organisation nationale affiliée au syndicat SNTE pour se défendre.

Touti Mohamed-Amine, président de cette organisation, a expliqué hier lors d'une conférence de presse qu'un courrier a été adressé au ministère de l'Education pour exiger l'épuisement de toute la liste d'attente avant d'ouvrir un nouveau concours. Selon lui, si un concours doit être organisé, ça doit se faire pour des spécialités qui ne sont pas dans la liste d'attente.

Selon M. Touti, la ministre de l'Education nationale «doit tenir ses promesses en déclarant déjà que cette liste sera exploitée jusqu'au mois de décembre prochain». Cette



41 000 enseignants seront recrutés pour la rentrée prochaine.

organisation refuse la fermeture de la plateforme numérique de recrutement aujourd'hui et demande sa prolongation jusqu'à la fin de l'année pour donner la chance aux candidats ayant réussi au concours précédent d'être recrutés. Autrement, ces derniers menacent de déclencher des mouvements de protestation.

Pour rappel, 700 000 candidats ont postulé pour le concours organisé par le département de Nouria Benghabrit en avril 2016. Sur près de 84 000 qui ont pu avoir

une moyenne supérieure à 10, 28 000 ont été recrutés, le reste a été mis sur une liste d'attente considérée comme un réservoir de recrutement.

Aujourd'hui, ces derniers estiment qu'il est dans leur droit d'être privilégiés dans le recrutement dans le secteur. La ministre de l'Education nationale a déjà expliqué que la Fonction publique a décidé d'ouvrir le concours de juin et de donner une chance aux nouveaux diplômés de postuler.

S. A.